

11 mars 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le bilan du sommet sur le développement social, l'aide française au développement, la crise financière au Mexique et l'action de l'Union européenne face au conflit yougoslave et à la situation au Proche-Orient, Copenhague le 11 mars 1995.

LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, je suis heureux de pouvoir vous saluer, aujourd'hui à Copenhague. Vous connaissez les conditions de cette journée : nous sommes obligés de faire tout très rapidement. Cependant nous aurons un minimum de temps, pour les questions principales. Donc je vous donne tout de suite la parole.

- QUESTION.- Monsieur le Président, il y a quatorze ans se tenait la Conférence de Cancun, déjà sur les problèmes de développement. Aujourd'hui on sent qu'il y a davantage de craintes autour de ces problèmes de population et de pauvreté. A votre avis qu'est-ce qui a changé depuis Cancun et qui permettrait qu'il y ait à Copenhague une avancée alors que ce qui avait été décidé à Cancun ne s'est pas toujours réalisé ? Qu'est-ce qu'il a pu y avoir de nouveau ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que la somme des échecs ou des reculs a fini par provoquer une crise, une prise de conscience et j'ai dit crise : après tout je ne me trompais pas non plus. Cette prise de conscience a permis au cours de ces années de réaliser de modestes progrès. Mais à Cancun nous étions une quinzaine de pays et ici, ce sont tous les pays appartenant aux Nations unies qui sont conviés et qui se retrouvent. Là déjà est la différence qui montre bien l'ampleur des événements d'aujourd'hui. Ce qui ne veut pas dire que cela sera tout de suite plus efficace : mais, au moins, nous commençons à disposer d'un instrument, ce qui n'était pas le cas à Cancun.

QUESTION.- Ce sommet est l'une de vos dernières grandes rencontres internationales. Vous vous sentez mélancolique, ou soulagé ? Et ma dernière question : même l'Union européenne n'a pas pu s'accorder sur la Convention de Lomé. Comment jugez-vous cela ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que vous avez trouvé des mots très justes. Nostalgie : il faudrait vraiment manquer totalement de philosophie si l'on oubliait que toute chose a son terme. Je dirais même que je n'ai pas à me plaindre puisque j'ai pu dépasser, sans l'avoir prévu, le terme qui était de sept ans, dans mon mandat actuel, en le multipliant par deux. Donc l'heure est venue : on peut parler de nostalgie, bien entendu, mais pas plus que cela. Soulagé : aussi. Donc vous avez trouvé les mots justes et je vous laisse le soin de continuer puisque vous interprétez si bien ma pensée.

- Deuxièmement, la difficulté de la Convention de Lomé : je considérerais, personnellement, que ce serait une grave faute si l'Union européenne devait renoncer ou en rabattre sur les ambitions qui étaient les siennes lorsqu'elle avait décidé d'aller à 12 milliards d'Ecus dans des circonstances qui étaient aussi difficiles que celles d'aujourd'hui. D'ailleurs je me souviens des pronostics, j'étais moi-même déjà aux affaires, et l'on disait : "on n'arrivera jamais à dépasser 9 milliards d'Ecus". On est arrivé à 12. Et cette fois-ci, on bute, plusieurs pays estiment que leur situation intérieure ne leur permet pas de largesses à l'égard de pays extérieurs. Je dis que ce

serait une grave faute. Cela ne représente pas des sommes si importantes que l'on puisse mettre en péril une politique générale des pays avancés à l'égard des pays en voie de développement et particulièrement, même si ce ne sont pas les seuls en la circonstance, des pays africains.

- La politique de la France consistera, autant que j'en serai moi-même responsable mais en accord avec le gouvernement, à refuser toute diminution et donc à maintenir le désaccord si nos partenaires devaient s'entêter dans leur volonté de réduire les aides aux pays d'Afrique, des Caraïbes, ou d'Océanie.

- QUESTION.- Monsieur le Président, ne croyez-vous pas qu'il faille réactiver un peu, à l'échelle régionale, des dynamiques entre pays au niveau strictement social et qui pourraient avoir des répercussions assez positives au niveau politique. Je pense notamment au 5 + 5, qui n'a jamais eu lieu. Et il y a une responsabilité particulière de l'Union européenne, et particulièrement de la France, à l'égard des pays du bassin occidental de la rive sud de la Méditerranée.

- LE PRESIDENT.- Je n'ai rien à vous répondre, parce que je n'ai rien à objecter. Simplement, ce qu'il faudrait peut-être, c'est débattre sur les moyens. Si vous avez des suggestions à nous faire, je serais ravi d'en discuter avec vous.\

QUESTION.- Est-ce que je peux vous poser une question franco-française : comment doit-on interpréter la présence à vos côtés de M. Philippe Séguin alors que nous sommes en pleine campagne électorale en France, et qu'on sait que c'est un des piliers de M. Jacques Chirac ?

- LE PRESIDENT.- Il est, je crois, toujours, malgré cela, Président de l'Assemblée nationale. Et le Président de l'Assemblée nationale, dans nos institutions, c'est un très important personnage, appelé à représenter notre pays dans de nombreuses circonstances. J'étais entouré de Mme Simone Veil, et de M. Philippe Séguin, de même que sont venus avec moi MM. Jacques Delors, Pierre Mauroy et quelques dirigeants syndicalistes d'importance. Donc, je crois que c'était bien équilibré, et qu'on ne peut pas en tirer de conclusions. Vous savez, je suis assez méfiant là-dessus. Mais j'étais très content d'avoir M. Séguin à mes côtés - lui et les autres -, cela donne plus de forces à la délégation française.\

QUESTION.- Comment doit-on interpréter la réception de M. Fidel Castro, lundi à Paris, au moment où justement sa politique des droits de l'Homme vient d'être condamnée une nouvelle fois à l'ONU ?

- LE PRESIDENT.- Comment doit-on l'interpréter ? C'est vrai que si la France devait rompre toutes relations diplomatiques avec les pays où ne sont pas respectés les droits de l'Homme, il ne resterait plus grand monde. C'est tout à fait regrettable. Mais la situation de Cuba est quand même très particulière puisque ce pays, longtemps après la fin de la guerre froide, se trouve complètement isolé et victime d'un blocus dont je ne vois pas la nécessité. Je crois que le retour à une certaine prospérité économique devrait permettre le retour à une réelle liberté intérieure. C'est ce à quoi j'aspire. Et c'est ce que je dirai à M. Fidel Castro, que je viens de rencontrer tout à l'heure dans les couloirs de la séance plénière, et que je recevrai, en effet, lundi matin comme vous le savez.\

QUESTION.- Vous parlez aujourd'hui de la paix sociale. Peut-il y avoir la paix sociale en Europe si les gouvernements ne peuvent arrêter la guerre en Bosnie-Herzégovine et qu'en sera-t-il dans le futur si ces gouvernements acceptent la purification ethnique comme concept politique ?

- LE PRESIDENT.- Tout cela est caricatural. Il n'a jamais été dit que l'Union européenne acceptait la purification ethnique comme un critère de civilisation, de progrès et d'organisation de l'Europe ! Cela est caricatural ou polémique. Bien au contraire, l'Union européenne est fondée sur un certain nombre de principes qui excluent ce type de comportement. La guerre entre les anciennes républiques ou les groupes humains de l'ancienne Yougoslavie n'a pas dépendu de nous mais de l'extraordinaire difficulté qu'ont les différents groupes humains de cette région à vivre ensemble : ils se sont fait la guerre, ils se la font encore.

- Vous parlez de l'incapacité de l'Union européenne à rétablir la paix, mais ses propositions ne manquent pas d'intérêt. Je crois même qu'elles peuvent être déterminantes et ramener la paix. Il faut que chacun accepte un compromis et nous n'étions pas loin de ce compromis, il n'y a pas si longtemps. Donc, je félicite plutôt les diplomates occidentales de leur persévérance dans la recherche d'un accord territorial utile. Et je déplore, comme vous, que cela n'ait pas été encore

rencontre à un accord territorial stable. Et je déplore, comme vous, que cela n'ait pas été encore possible, sans doute par la volonté de puissance des uns, et la mémoire collective qui pèse très fortement sur chaque événement dans cette région de l'Europe. Maintenant ce n'est pas antinomique avec un débat comme celui d'aujourd'hui, sur le progrès social : ce sont des problèmes complémentaires. Il est très difficile de régler tout à la fois et vous n'allez pas créer une société humaine soudain harmonieuse : il y aura toujours des endroits du monde, malheureusement, d'où vous parviendra un démenti par rapport à ce que vous entreprenez. Je crois qu'il est bon, même pendant que se déroule le drame de l'ancienne Yougoslavie, que tous les pays ici rassemblés pensent enfin à inscrire le social parmi les grands objectifs de l'humanité.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il a fallu beaucoup de temps pour mettre au point ce sommet social. Vous avez été l'un des initiateurs de cette conférence. Pensez-vous qu'elle devrait se réunir régulièrement, tous les deux ou trois ans : ou alors il y a la crainte de voir ce sommet social être unique et puis les choses continueront comme elles le pourront ?

- LE PRESIDENT.- Je pense qu'il doit y avoir des rendez-vous réguliers, qui ne peuvent pas être très nombreux parce que c'est un gros déplacement de troupes, assez massif. Mais vous avez raison & voyez par exemple Rio, eh bien on reste sur sa faim ! Je n'en dirais pas autant de la réunion du Caire qui a marqué de réels progrès. J'espère que le sommet, le rendez-vous social de Copenhague, sera suivi par des hommes et des femmes désireux d'aboutir, de traduire en actes ce qui est, pour l'instant, l'objet de beaucoup de paroles. J'ai dit moi-même dans mon allocution que je n'en étais pas sûr et que j'insistais dans ce sens comme vous-même.\

QUESTION.- Dernièrement, on a senti qu'il y avait certaines contradictions de la part de responsables politiques français concernant la situation en Algérie. Certains ont fait référence à ce qui s'est passé à Rome et d'autres ont dit qu'ils ne fallait pas d'ingérence, qu'il fallait que les Algériens, eux-mêmes, règlent leurs problèmes, sans qu'ils fassent référence à quelque parti que ce soit.

- LE PRESIDENT.- Je comprends bien. Mais à Rome c'était, me semble-t-il, une réunion entre Algériens, ce n'était pas une ingérence extérieure. Quant à approuver ou désapprouver ce qui a été dit à Rome, en effet là peut commencer l'ingérence : mais on a quand même bien le droit d'avoir une opinion... Ce qui est vrai, c'est que la réponse au problème algérien n'est pas entièrement dans les résolutions de Rome : mais il serait peut-être imprudent de les écarter complètement. C'est tout ce que je voulais dire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pouvez-vous expliciter davantage, s'il vous plaît, le mécanisme des contrats de développement social dont vous avez parlé dans votre discours ? Par ailleurs, vous avez repris l'idée de M. Tobin de la taxe sur les transactions financières à court terme : j'imagine qu'un tel mécanisme suppose un large accord au niveau international. Est-ce que vous avez eu des assurances ou au moins des encouragements de la part des autres grands dirigeants mondiaux ?

- LE PRESIDENT.- Non. Il n'y a jamais d'encouragement dans ce sens. Il faut un peu forcer la nature des choses. C'est ce que j'essaie de faire. Pour le reste, il me semble que le peu que j'ai dit - par nécessité, il y a beaucoup de monde ici et chacun devant s'exprimer, je disposais de peu de temps -, le peu que j'ai dit donc me semblait tout à fait clair. A l'intérieur de chaque pays, mais aussi à l'intérieur de chaque organisation internationale il y a, d'un côté les entrepreneurs et d'autre part les travailleurs des entreprises. Il faut que le dialogue soit constant et s'il n'existe pas d'endroit, sur le plan international, où soit vraiment officialisé ce type de rencontre, je crains qu'il ne se passe rien. Le problème technique n'est pas difficile à mettre en oeuvre, il faut créer quelques institutions permanentes, où seront obligatoirement représentés les dirigeants des organisations syndicales, et prévoir des rendez-vous rituels en demandant à chaque pays participant aux Nations unies de se doter de systèmes ou d'institutions de ce type.\

QUESTION.- Monsieur le Président, allez-vous rencontrer le Président algérien Liamine Zéroual en marge du Sommet ?

- LE PRESIDENT.- Vous me demandez si je vais le rencontrer ? Ce n'est pas prévu.

- QUESTION.- Vous avez reçu dernièrement un certain nombre de dirigeants arabes, le Président Arafat, le Président Moubarak, à propos du blocage actuel : est-ce que la France, sous la

présidence française, est-ce que l'Union européenne pourrait entreprendre une démarche afin de débloquent ce processus ?

- LE PRESIDENT.- Je le souhaite, madame. Je pense que le rôle de l'Union européenne est de se comporter d'une façon impartiale, de faciliter le processus de paix et donc de veiller à ce que les accords qui ont permis une trêve soient respectés, car s'ils ne sont pas respectés, c'est la guerre qui reprendra. Donc c'est le langage que j'ai tenu devant M. Arafat, c'est le langage que j'ai tenu à M. Moubarak et que je tiendrai à l'égard de quiconque : il m'arrive de rencontrer assez souvent les dirigeants israéliens. Je pense qu'il y a un grand risque à ne pas appliquer strictement les décisions déjà prises. Il y a eu un compromis : si l'on reste en-dessous de ce compromis, eh bien, de nouveau, on se retrouvera précipités dans la guerre.\

QUESTION.- On a maintes fois répété dans ce sommet la possibilité qu'il y ait beaucoup de Chiapas en Amérique latine, qu'est-ce que vous pensez à ce sujet ? Est-elle réelle ? Quel est le drame qui se développe en Amérique latine, à votre avis ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas me prononcer sur les affaires intérieures du Mexique, sauf pour dire que cela me paraît être l'exemple typique du manque de dialogue entre les couches sociales. Peut-être y a-t-il des problèmes d'un autre ordre. Mais il y a d'un côté les pauvres et de l'autre ceux qui ne le sont pas, des régions pauvres, des populations pauvres et qui se sentent abandonnées. Donc je pense que le processus de Copenhague devrait pénétrer l'état d'esprit de chacun des pays en cause et je ne peux que conseiller aux dirigeants mexicains de choisir cette voie.

- QUESTION.- Monsieur le Président vous parlez d'aide aux pays du tiers monde. L'Union européenne a consacré 0,5 % de son produit national brut pour l'aide au tiers monde. Est-ce que cela permettra de faire décoller les quatre milliards de gens qui attendent cette aide ?

- LE PRESIDENT.- L'aide consacrée à ces pays par l'Union européenne n'est pas suffisante, mais elle a déjà atteint, aux derniers accords de Lomé, un niveau assez élevé : ce qui serait tragique, ce serait de la réduire.

- QUESTION.- Quelle est la stratégie de la France pour sauvegarder la Méditerranée, l'une des mers les plus malades du monde ?

- LE PRESIDENT.- Précisément, vous savez qu'est en train l'organisation d'une conférence méditerranéenne, qui je l'espère, et cela serait la première fois, devrait pouvoir répondre à cette question qui est une question prioritaire. Cela sera d'ailleurs plus facile, je pense, de discuter de ces choses que de bien d'autres, car comme vous le savez, autour de la Méditerranée il y a bien des pays qui sont en lutte entre eux, en lutte sourde ou en lutte ouverte.

- QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais revenir à la question de la crise monétaire mexicaine. Aujourd'hui encore, on continue à préconiser le modèle du réajustement économique, surtout en Amérique latine, alors que certains pays, le Mexique et peut-être plus tard l'Argentine, commencent à avoir des problèmes très sérieux. Quelle est votre position là-dessus ?

- LE PRESIDENT.- Vous me posez une question trop vaste qui ouvrirait un débat qu'il n'est pas l'heure d'engager. Ce qui est vrai, c'est que nous venons de traverser une bourrasque monétaire d'une très grande ampleur, qui a vraiment fait le tour du monde pour venir d'ailleurs nous atteindre jusqu'en France, alors que la France n'a pas de responsabilité particulière dans cette affaire. C'est vrai que, à peine les décisions des banques centrales étaient-elles prises, apaisant l'inquiétude, j'ai vu que du côté mexicain, argentin ou peut-être d'autres pays d'Amérique latine, cela a recommencé à craquer. J'espère que les banques, les autorités financières et bancaires agiront avec la même fermeté, c'est tout ce que je peux vous dire.\

QUESTION.- Le long de ce sommet, et surtout dans le sommet des organisations non gouvernementales, il est apparu que pour le monde arabo-musulman l'un des handicaps au développement social et au développement en général c'est l'essor du mouvement intégriste. Et pourtant, la France continue d'abriter beaucoup de leaders de ce mouvement. Est-ce que cette position n'est pas en contradiction avec la volonté de la France qui a été affirmée à maintes reprises de soutenir les pays en voie de développement ?

- LE PRESIDENT.- La France a accueilli beaucoup d'intégristes musulmans ? Je ne sais pas, je ne

suis pas au courant. Il y en a certainement, mais ils n'ont pas été accueillis en tant que tels. Nous n'avons pas fait de recrutement ! Je ne vois pas où est la contraction. C'est certainement un fait que vous avez raison de relever : il y a des intégristes musulmans en France comme il y en a en Allemagne ou ailleurs. Mais dans le cadre général des relations de la France avec les pays musulmans, s'il est plus difficile aujourd'hui qu'hier d'accéder au sol français, il n'en reste pas moins que nous restons un pays ouvert. Peuvent naturellement s'immiscer dans ces mouvements d'immigration des gens dont la pensée idéologique ressemble à celle dont vous parlez. Cela n'est pas une volonté politique, c'est une réalité, tout simplement.

QUESTION.- Monsieur le Président, on peut croire que beaucoup de pays de l'Afrique attendaient un effacement de la dette de la part de la France. Vous qui symbolisez pour eux leur défenseur, à l'exemple du Danemark, vous ne l'avez pas fait. Vous nous expliquerez peut-être quelles sont les contraintes à cause desquelles vous ne l'avez pas fait. Et deuxièmement, si dans votre décision entre une courtoisie vis-à-vis de votre successeur ?

- LE PRESIDENT.- Qu'est-ce que vous demandez de plus ? Nous avons effacé la dette publique de trente neuf pays ! Trente neuf pays, presque tous africains, et nous avons ensuite adopté des mesures particulières de désendettement à l'égard de cinq ou six pays dits intermédiaires. Personne n'a fait un effort semblable au nôtre. Votre question suppose que nous prenions la décision d'effacer absolument toutes les dettes. Je vous dirais tout de suite que ce ne serait pas loin de ma position personnelle. Cela pose des problèmes multiples. Mais l'effort de la France est quand même l'effort le plus important qu'on ait accompli aujourd'hui et dans le monde. Donc, se voir aujourd'hui mis en cause parce que l'on n'aurait pas fait davantage, c'est un peu désolant. Enfin, je pense, il est vrai, que le problème de l'endettement ne doit pas continuer de pourrir les relations entre les pays en développement et les pays plus riches. Mais malheureusement c'est le cas.

- QUESTION.- Monsieur le Président, si le modèle de globalisation a déçu certains, notamment les chômeurs et les pauvres, faudrait-il revenir sur le nouvel ordre économique international qui a été adopté par des chefs d'Etat en 1975 à l'Assemblée des Nations unies et donc, ensuite, complètement oublié et notamment sur les idées de la France pour l'organisation des marchés ?

- LE PRESIDENT.- Cela serait une bonne chose. Il faut revenir aux bonnes idées perdues en chemin.

- QUESTION.- D'après votre discours, il semble que vous soyez assez critique de la déclaration finale de ce Sommet.

- LE PRESIDENT.- Il me semble que j'ai été plutôt flatteur, peut-être trop même. Mais j'ai bien remarqué les avancées de ce texte et je croyais justement avoir consacré à ce sujet une partie de ce bref discours. Donc, il doit y avoir eu une difficulté de compréhension entre l'Associated Press et moi.

- QUESTION.- Non, sur la question de l'influence des marchés, du libre échange, il y a des expressions de cette déclaration finale qui y font référence et donc il me semble que vous soyez un peu réservé.

- LE PRESIDENT.- Je pense que la déclaration finale représente un progrès par rapport au texte précédent. Après, la question qui reste posée est de savoir si cela entrera dans les faits. Mais qu'il n'y ait pas de malentendu entre nous : je pense que cette déclaration est un progrès.

QUESTION.- Pourriez-vous commenter comment vous sentez-vous maintenant, comment va votre santé. C'est dans tous les esprits. Pourriez-vous nous le dire ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas passer mon temps à communiquer là-dessus, je ne sais pas, c'est à vous de juger. Est-ce que je me défends encore un peu ?

- QUESTION.- Oui, très bien.

- LE PRESIDENT.- De toute manière je fais comme vous, je m'approche de la fin. Comme vous : tous et toutes !

QUESTION.- Par rapport à la dette, est-ce qu'on peut savoir avec précision le message que nous autres, journalistes africains, pouvons transmettre, le message de la France : quelle est la position concrète de la France par rapport à la dette aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Mais je vous ai déjà dit que la France était favorable à l'abandon des créances

- LE PRESIDENT.- Mais je vous ai déjà dit que la France était favorable à l'abandon des créances publiques, au maximum qu'il est possible d'atteindre. Ce maximum possible représente déjà l'abandon des créances de la France à l'égard d'environ 45 pays. Ce n'est pas si mal. Cela représente pas mal de milliards et la France a bien fait de le faire. Elle pourrait même continuer : je trouve que cet effort n'est pas encore suffisant, et j'aimerais aussi qu'il soit suivi par d'autres pays créditeurs. Bien entendu, je ne peux parler que des créances publiques, parce que je ne suis pas responsable des créances privées... J'espère que l'on continuera dans ce sens, et c'est pourquoi la France a maintenu une position intransigeante par rapport à ses partenaires européens en demandant que le niveau atteint à Lomé 5 ne soit pas réduit aujourd'hui. Pourquoi l'accord ne s'est pas fait ? Parce que des pays comme la France ont résisté à l'envie qu'avaient certains de nos partenaires de réduire l'aide. Cette réponse est tout à fait conforme à nos engagements.\

QUESTION.- J'aimerais savoir par votre expérience des rapports avec le gouvernement espagnol de Felipe Gonzalez, si vous croyez que le gouvernement espagnol a toujours agi comme un pays démocratique en respectant l'état de droit, dans la lutte contre le terrorisme ?

- LE PRESIDENT.- Je ne suis pas chargé des instances judiciaires en Espagne, j'aurais déjà beaucoup à faire en France. Je pense que Felipe Gonzalez est un vrai grand démocrate et qu'il l'a montré par tous ses combats, depuis qu'il a accédé à des responsabilités publiques. Je pense qu'il mérite de la considération et de l'estime et je ne le vois pas du tout s'engageant dans la voie de l'illégalité.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous êtes favorable à l'idée selon laquelle il faut que l'aide au développement soit conditionnée, c'est-à-dire qu'il faut obliger les pays qui reçoivent l'aide à respecter certaines normes, concernant les droits de l'homme, concernant la démocratie...

- LE PRESIDENT.- Oui, je suis tout à fait d'accord. C'est d'ailleurs ce que j'ai exprimé à la Baule, il y a quelques années. Bien entendu c'est une matière très difficile à traiter, parce que si vous mettez des conditions à votre aide, et il en faut, vous donnez le sentiment d'attenter à la souveraineté de ces pays. Vous leur dites : je vous aide à condition que vous fassiez telle politique intérieure. Ce n'est pas très bien reçu dans un certain nombre de pays. Surtout dans les pays où les dirigeants, n'ayant pas l'intention de faire respecter les droits de l'homme, s'abritent derrière leur souveraineté pour élever cette objection. Donc, c'est difficile. Mais malgré tout, après le discours que j'avais prononcé à la Baule, à l'issue d'un sommet franco-africain, j'observe que, sauf peut-être trois de ces Etats, tous les autres se sont dirigés vers le multipartisme, vers les élections libres, vers la liberté de la presse : c'étaient les conditions que j'avais posées, c'est donc possible.\

QUESTION.- Quand on parle de pauvreté, aujourd'hui, on pense surtout à la pauvreté dans le tiers monde. Mais vous savez qu'en Europe et dans l'Union européenne, il y a aujourd'hui un million de pauvres, il y a des millions de travailleurs qui ont perdu leur travail. Pensez-vous que cette rencontre à Copenhague offre des solutions pour les problèmes sociaux en Europe ?

- LE PRESIDENT.- Le sujet d'aujourd'hui, c'était celui de la rencontre entre tous les pays du monde. Il y a donc des pays plus avancés et d'autres qui le sont moins. Le sujet était de savoir comment harmoniser leurs démarches. L'ordre du jour ne comportait pas le type de question que vous venez de poser, c'est vrai, et j'ai fait une allusion à cela, en disant : "dans les pays pauvres il y a quand même pas mal de gens riches £ mais dans les pays riches il y a pas mal de gens pauvres". C'est un beau sujet pour une nouvelle conférence.\

QUESTION.- Est-ce que ne croyez pas que le blocus, l'embargo est une mesure qui ne frappe pas essentiellement le gouvernement mais jette dans la misère et même condamne à la mort, par maladie, des milliers et des milliers de jeunes gens, des personnes âgées, dans les pays frappés par ces blocus. C'est une mesure qui ne correspond pas aux objectifs qui ont été placés.

- LE PRESIDENT.- D'une façon générale, je vous répondrai que je ne suis pas favorable à ces embargos, à ces blocus. Je n'y suis pas favorable. C'est une pratique qui a tendance à se développer comme s'il s'agissait d'une manie des pays développés, d'une tendance fâcheuse. Mais il y a des cas où cela peut se comprendre. Lorsqu'un Etat commet des actes contraires à la

paix ou tout simplement aux droits de l'Homme les plus évidents à l'intérieur de son pays, il est bien normal qu'on lui pose un certain nombre de questions. Il est question par exemple du blocus, de l'embargo sur l'Irak. Eh bien oui, je suis tout à fait d'accord à ce qu'il soit levé, à la condition quand même que soient respectées les décisions des Nations unies, sur le nucléaire, sur la protection des populations des marais du sud, les populations chiites, comme des populations du nord, qui sont les populations kurdes. On ne peut pas abandonner ces populations à l'exercice d'une dictature, qui a déjà démontré qu'elle était, de ce point de vue, implacable. Que chacun respecte ses engagements et il n'y aura plus de blocus. En revanche, je pense qu'un blocus du Vietnam, ou l'embargo sur Cuba, n'ont pas de sens, ne correspondent plus à rien. C'est simplement le reflet de situations antérieures déjà lointaines, et cela ne doit pas durer. Donc, je suis d'une façon générale favorable à la levée des embargos.\

QUESTION.- Les ONG ont parlé de constituer une commission sociale qui va suivre les accords du Sommet, une commission qui aurait le même rôle que la commission qui a été faite après le Sommet de Rio.

- LE PRESIDENT.- Je pense que cela serait une très bonne chose, parce qu'il n'y a déjà pas assez de personnes pour contrôler l'exécution des mesures prises sur le plan international et qui finissent par se perdre dans les sables et les ONG sont particulièrement intéressées à la réussite de ces résolutions. Je suis tout à fait favorable.

- QUESTION.- On a parlé de votre discours comme d'une sorte de testament politique. A propos de quoi aimeriez-vous que l'on se souvienne de vous ?

- LE PRESIDENT.- Je me permets de vous dire que je suis très coupable, je suis en situation de carence, je n'ai pas écrit mon testament. Honnêtement, j'aurais dû y penser. Alors, mon testament politique c'est encore plus difficile ! Je vais vous dire une chose : je n'en ferai pas. D'abord, qu'en fait-on, des testaments politiques ? L'Histoire est là pour nous le démontrer : le premier soin de vos successeurs, c'est de le déchirer. Surtout si l'on a choisi soi-même son successeur... Alors je ne commettrai pas ce genre d'imprudences. Quant à savoir l'image que j'aimerais laisser après moi, on en reparlera, si vous le voulez bien. J'ai bien ma petite idée, quand même. Allez, il faut que nous nous séparions. Je vous remercie.\